

MOULAY CHENTOUF, COORDINATEUR DU BUREAU NATIONAL

«La démocratie n'est

Entretien réalisé par
Heddadi Abdelbaki

Les temps sont aux incertitudes politiques. Le chœur qui entonne inlassablement la sérénade sous le balcon du pouvoir emplit tellement l'espace politico-médiatique qu'il empêche toute lisibilité. Aussi, il est plus que utile de donner la parole, d'ouvrir les espaces à ceux qui maintiennent par leur engagement d'entretenir l'espoir démocratique, ceux qui, lucides et vigilants, ne se laissent pas convertir à la religion de «l'islamisme modéré», présenté par-ci par-là comme l'aboutissement fatal des révolution arabes. Moulay Chentouf, coordinateur du bureau national du parti pour la laïcité et la démocratie (PLD), atteste, à juste titre, que «repeindre la face extérieure du monstre ne suffit pas à en changer la nature». Il y a de la sagesse dans l'affirmation mais aussi de la clairvoyance politique. Pour M. Chentouf, le modèle turc, qui trouve énormément de sponsors ces temps derniers, n'est pas si soft que prétendu. Les appareils peuvent cacher bien des sinistres réalités. Il refuse par ailleurs ce raccourci qui tend à dresser un parallèle entre la démocratie chrétienne et «l'islamisme modéré». Et les réformes politiques en Algérie, alors ? Que des sornettes, répond-il fort convaincu. Moulay Chentouf, dans l'entretien qui suit, plaide une refondation des partis démocratiques avant d'espérer de leur part une convergence efficace. Il s'explique également sur d'autres questions liées à l'actualité politique immédiate.

Le Soir d'Algérie : Que vous inspirent les révolutions des pays arabes ?

Moulay Chentouf : Ce qui est éminemment positif dans ce formidable mouvement de colère est que ces événements ont eu le mérite de faire voler en éclats les représentations erronées que le monde se faisait des peuples d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. De ce point de vue, nous puisons dans cette effervescence et ce formidable bouillonnement d'idées toutes les forces dont nous avons besoin pour semer l'espoir dans le pays et dans les rangs du PLD. On s'était habitué à l'immobilisme apparent de cette partie du monde où tout semblait figé et définitivement réglé. Des théories fumeuses ont même été élaborées pour conforter la thèse selon laquelle les sociétés arabes sont réfractaires aux idées de liberté et de citoyenneté et que leurs peuples ne sont pas éligibles à la démocratie !

Force est de constater pourtant que les islamistes n'ont pas été à l'initiative de ces mouvements. C'est là une des preuves cinglantes qu'il existe un gisement démocratique arabe extraordinaire et que les islamistes ne sont pas l'expression «authentique» des sociétés arabes. Mais faudrait-il pour autant créditer ce mouvement de «printemps arabe» ? Nous sommes encore dans un processus pré-révolutionnaire. Ne nous laissons pas séduire par l'écume de surface et examinons les mouvements en profondeur de la houle !

La chute de quelques dictateurs n'est pas la fin de la dictature. Les anciens systèmes sont toujours là et l'islamisme a déjà tiré les marrons du feu à l'ombre de complicités occidentales évidentes comme au lendemain du 5 octobre 1988.

La solution n'est-elle pas alors dans «l'islamisme modéré» ? Est-ce que celui-ci ne serait pas devenu la réplique de ce qu'est la démocratie chrétienne en Europe ?

Effectivement, cet oxymore est bien à la mode et oser le parallèle avec la démocratie chrétienne est une imposture ! Ce serait oublier que la démocratie chrétienne a émergé au terme de luttes séculaires impitoyables qui ont opposé cléricalisme et forces de progrès. C'est ce combat qui a permis à l'Europe de s'affranchir de la chape tutélaire de l'Eglise pour vivre le bouillonnement intellectuel de la Renaissance et s'émanciper par la philosophie des Lumières ! Notre histoire est différente et nous ne pourrions pas faire l'économie du combat contre la régression si nous voulons aller de l'avant. Repeindre la face extérieure du monstre ne suffit pas à en changer la nature ! Nous sommes depuis des siècles dans l'islamisme «modéré» et aujourd'hui encore, on nous demande d'y rester ! Certains disent même qu'il faut laisser l'expérience de «l'islamisme modéré» se poursuivre. Cela me rappelle les discours de ceux qui nous reprochaient à l'intérieur même du PAGS de condamner avant l'heure Khomeiny. Les mêmes prétendent dans leur aveuglement que le système est réformable et considèrent que l'islamisme «modéré» est un poison... comestible ! On ne sort pas du Moyen-Âge en ajoutant du Moyen-Âge ! Plus de trente ans plus tard, l'islamisme plus particulièrement iranien, qui a fait des émules en Algérie avec le FIS et consorts, les partis islamistes d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, se perpétuent toujours dans le déni des libertés

et la répression sanglante ! Si l'on juge par ce qui vient de se passer avec les dernières élections au Maghreb par exemple, les formes de la démocratie sont en apparence sauvées.

En virulents stratèges, les islamistes ont pesé de toutes leurs forces pour que ces élections se déroulent sans violence, dans un climat apaisé pour paraître aux yeux de l'opinion internationale comme les champions de la démocratie. Mais est-ce pour autant que le test démocratique a réussi ? L'islamisme politique s'est-il «civilisé» ? A-t-il renoncé à la conquête du pouvoir par la violence et peut-il se plier aux canons de la démocratie ?

Les chiffres d'un scrutin de vote à eux seuls, si transparents soient-ils et validés y compris par des observateurs neutres, ne font pas la démocratie. La démocratie est dans le lien imprescriptible de la forme et du fond d'où la question centrale des valeurs universelles. A ce propos, l'exemple algérien est éloquent.

L'Algérie a connu la descente aux enfers et sombre aujourd'hui dans le marasme parce qu'elle a pensé pouvoir s'ancrer dans le siècle en passant à la trappe les valeurs démocratiques. On en connaît les piètres résultats, son cortège de désolation et ses dizaines de milliers de victimes !

«L'Occident a changé son fusil d'épaule. Avant janvier 2011, il soutenait bec et ongles les dictatures au nom de la lutte contre l'extrémisme. Aujourd'hui, il jette les peuples dans les bras de l'islamisme «modéré», croyant obtenir en échange l'arrêt de la violence terroriste sur ses territoires.»

La démocratie n'est pas un supermarché où l'on se sert à sa guise et où l'on consomme selon ses goûts. Elle est une et indivisible. On n'y choisit pas ce que l'on veut et l'on jette par-dessus bord ce dont on n'a pas envie ! Elle n'est viable que si elle se déploie dans toutes ses dimensions, comptable et sociétale, faute de quoi c'est la perdition et la voie ouverte à tous les périls. L'histoire contemporaine l'a montré dans le fracas de la douleur et des souffrances. La violence est inscrite dans le code génétique de toute idéologie totalitaire et l'islamisme politique en tant que telle, quels que soient ses oripeaux extérieurs et ses nuances, a une pente naturelle vers l'extrême parce qu'il s'arc-boute sur une matrice idéologique pétrifiée depuis des siècles dont il a sacralisé le modèle et qui nourrit ses ambitions politiques.

Mais «l'islamisme modéré» turc semble bien fonctionner et les islamistes en font leur modèle de référence. Qu'en pensez-vous ?

En effet, l'exemple du parti islamiste turque AKP est exhibé aujourd'hui comme une preuve de réussite. N'oublions pas toutefois que celui-ci évolue dans un système qui a été sécularisé dès les années 1930 par Mustapha

Kamel, voilà plus de 90 ans ! Ce qui le fait apparaître au plan international comme un islamisme lisse et «modéré». Jusqu'à présent, il s'en tire mais toute la question est de savoir pour combien de temps encore. Bien des signes inquiétants, qui traduisent une volonté de changer la nature du pouvoir et de l'Etat, existent déjà. En effet, la censure dans la presse est devenue une règle, l'appareil judiciaire est mis au pas et le pouvoir ne s'embarrasse plus d'embastiller les journalistes. 76 (!) d'entre eux crouissent aujourd'hui dans les geôles turques ! Que restera-t-il de la démocratie si l'AKP compare la démocratie à «un bus dont on descend dès qu'on arrive à destination» ? Que deviendront les droits des femmes si Monsieur Erdogan ironise à dire publiquement : «Je ne crois pas à l'égalité entre hommes et femmes... Enfin... je veux parler de l'égalité physique...». Le retour de l'enseignement religieux s'est généralisé tandis que celui de la théorie évolutionniste de Darwin est... interdit ! Internet est sous haute surveillance : au nom de la morale «islamique», plus de dix mille sites dont des sites scientifiques (!) et plus de quinze mille points de vente d'alcool ont été fermés !

Enfin, l'AKP a une conception bien étriquée de l'Etat-nation, puisque les Kurdes y sont sauvagement réprimés et que leurs droits y sont toujours bafoués.

La plus grande supercherie de l'AKP est de faire croire qu'il a réussi la synthèse de République laïque et de «l'islamisme modéré».

Mais de quelle laïcité il s'agit si elle ne consacre pas la séparation du religieux et du politique ? Cette fiction est un miroir aux alouettes dont se servent les islamistes pour tromper l'opinion.

Le modèle turc n'est pas le nôtre. Notre seule référence est l'universalisme ! Bien sûr, la croissance turque fascine et c'est précisément cette fascination que l'Occident veut mettre à profit pour faire de la Turquie le nouveau gendarme de la région et du Qatar, Etat de non-droit, son trésorier. Après le retrait des Américains de l'Irak et celui programmé de l'Afghanistan, une nouvelle stratégie se met en place. Son objectif principal sera de stabiliser la région pour sauvegarder les intérêts économiques de l'Occident et ceux d'Israël, et comble de l'ironie, avec la bénédiction des islamistes dits «modérés» !

Dans toute cette tempête, l'Algérie semble s'acheminer vers des réformes démocratiques...

Ce ne sont là que des sornettes ! Ce pouvoir est vacciné contre les réformes. Pour notre part, nous avons fait notre deuil de ce système. On entend parler de réformes depuis longtemps, mais dans ce pays, les effets d'annonce comme les ballons-sondes sont une pratique courante.

«Quels ancrages ont le RND ou le FLN dans la société ? Quelle est leur base sociale ?»

Le chemin des réformes ne pourra se dessiner résolument que si l'on sort du cercle vicieux de la rente historique et pétrolière.

Où en est la réforme de l'Ecole tant attendue ? Où en est celle de l'entreprise, des banques, de la Justice ?